

Monsieur le Président,

C'est pour moi un honneur que de m'adresser à cette session des Parties contractantes qui marque le 40ème anniversaire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le Commerce (GATT). Je saisis l'occasion pour vous transmettre les salutations de Simon Reisman, mon compatriote et l'un des pères fondateurs du GATT, qui regrette profondément de ne pouvoir être présent aujourd'hui.

Le Canada est l'un des sept plus grands pays commerçants du monde. Il vit des échanges. L'emploi du quart de sa population active en dépend. Pour assurer sa croissance et sa prospérité, il doit se tourner vers l'extérieur. Il était donc naturel que notre pays soit au nombre des membres fondateurs du GATT.

Il y a quelques semaines, les deux pays du monde dont les échanges réciproques sont les plus élevés ont signé un important accord de libre-échange. Certains peuvent donc se poser la question de savoir si le Canada se sent véritablement engagé vis-à-vis du GATT et de "l'Uruguay Round".

Le Canada, Monsieur le Président, se sent pleinement engagé. Le GATT reste la pierre angulaire de la politique canadienne du commerce extérieur. Je réitère l'engagement souvent affirmé du Canada envers le système commercial multilatéral, sa libéralisation et son renforcement, par le biais des Négociations commerciales multilatérales (NCM).

Il est essentiel pour la santé de l'économie mondiale que le GATT soit renforcé et que les NCM soient couronnées de succès. Le Canada a des intérêts commerciaux dans le monde entier. Un échec du GATT et des NCM aurait des effets dommageables pour l'ensemble de nos relations bilatérales. Le GATT, il ne faut pas l'oublier, demeure une protection pour tous les pays membres, surtout les plus petits.

Et c'est pourquoi, Monsieur le Président, la politique commerciale de mon gouvernement, qui est orientée vers l'extérieur, vise à développer la libéralisation des échanges et la croissance commerciale, dans un esprit d'ouverture, et non de repliement sur soi. Cet effort est poursuivi dans deux directions: vers nos partenaires du GATT et vers les Etats-Unis.